

Acte rendu exécutoire après :

- **transmission en Préfecture le :** /
- **publication le :** 09 AVR. 2026

Rapport présenté par G. HUG

Session ordinaire	Début : 15h00 / Fin : 16h50
Convocation, ordre du jour et rapport préparatoire transmis le	05/03/2026
Convocation et ordre du jour publiés électroniquement le	05/03/2026
Présidence	Gérard HUG
Secrétaire de séance	Hervé KRIEGER

Délégués statutaires	16	
Délégués présents	11	Bertrand BURGER – Franck FAVRE – Éric STRAUMANN – Lucien MULLER – Gérard HUG – Claude BRENDER – Odile UHLRICH-MALLET – Christelle LEHRY – Yann QUIQUANDON – Aurélie MOREAU – Hervé KRIEGER
Procurations	4	Franck FAVRE – procuration de Céline KERN-BORNI Bertrand BURGER – procuration de Myriam PARIS Hervé KRIEGER – procuration de Jean-Laurent KISTLER Aurélie MOREAU – procuration de Lionel ROUILLON
Absents non représentés	1	Christian ZIMMERMANN

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION, L'EXPLOITATION,  
L'AMENAGEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DU DOMAINE INDUSTRIALO-  
PORTUAIRE DU PORT RHENAN DE COLMAR / NEUF-BRISACH**

**INFORMATIONS A LA SUITE DU COPIL  
SEMOP DU 10 FEVRIER 2026**

Le Président partage avec les membres du Comité Syndical les informations et avis échangés dans le cadre du dernier COPIL avec la SEMOP, sur les points suivants :

- Travaux :
  - o État d'avancement des travaux d'investissements ;
  - o Confirmation des montants (études AVP) pour la couverture du bassin de rétention, la réalisation d'un quai droit sur le port historique et la rénovation du bâtiment administratif ;
  - o Remise en état des réseaux d'eaux pluviales et eaux usées.
- Autorisation de signature de la Convention de Superposition d'Affectation avec Électricité de France/Voies Navigables de France et le Syndicat.
- Demande de prolongation de validité des conventions de subvention (État, Région Grand Est, Collectivité européenne d'Alsace – CeA, Colmar Agglomération, Communauté de Communes Alsace Rhin Brisach – CCARB).
- Intéressement (redevance exceptionnelle) du Syndicat due par la SEMOP pour les exercices 2021-2024.

À l'occasion de ce point, il est également évoqué la question du remboursement des avances consenties par les anciens membres de l'Établissement Public (EP). Le Président fait un point sur les démarches engagées auprès de ces anciens membres dans le cadre d'un abandon partiel de créance pour financer la rénovation du quai du port historique :

- Accord de principe de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) Alsace Eurométropole, de la Ville de Colmar et de la CCARB (sous réserve de réciprocité).
- Port Autonome de Strasbourg (PAS) : refus des autorités de tutelle (ministère des Finances et ministère des Transports). Par ailleurs, il est rappelé que l'enjeu financier est nettement moindre par rapport aux autres anciens membres de l'EP.
- La CeA ne peut pas abandonner la créance, mais s'engage à financer les tranches 2 et/ou 3 de la rénovation du quai en 2027 dans le cadre de la contribution du R-PASS au financement des infrastructures ferroviaires et portuaires.

Au vu de ces éléments, il est proposé d'acter les points suivants :

- Le PAS est dispensé de l'abandon de créance partiel au regard des contraintes juridiques qui s'imposent à lui et de l'enjeu financier moindre que représente le montant de son abandon de créance, soit 216 112 € sur 2,55 M€.
- Les représentants de la CCI Alsace Eurométropole, de la Ville de Colmar et de la CCARB acceptent le principe d'un abandon partiel de créance de 70% maximum, sous réserve que leurs instances décisionnelles compétentes, et le cas échéant leur autorité de tutelle, approuvent cette proposition et que les tranches 2 et/ou 3 bénéficient d'un cofinancement de la CeA. Le Syndicat attend une participation de la CeA d'un montant représentant au moins 70% de la créance de cette dernière, soit 648 338 €.
- Rappel, pour mémoire : le financement de la tranche 1 des travaux de réparation du quai (1,2 M€) est le suivant :
  - o L'État a accordé une subvention unique de 600 000 € au titre du Fonds d'amorçage post CNPE de Fessenheim ;
  - o Le Syndicat financera les 600 000 € restants.

*Le Comité Syndical, après en avoir pris connaissance,*

**PREND ACTE** des informations présentées.

Pour extrait conforme

Le Président,  
Gérard HUG

